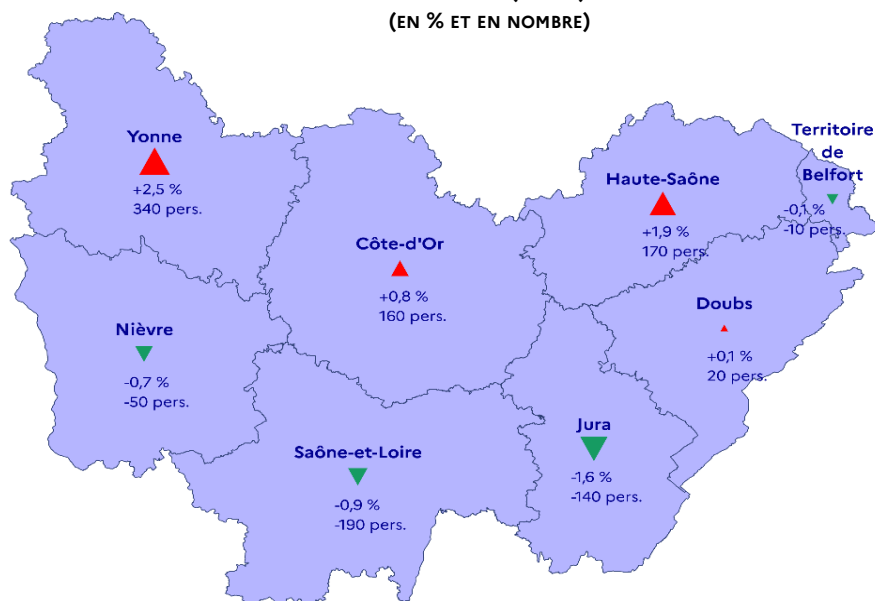


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2026
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2026

Source : France Travail-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

• INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : 111 110 (+ 0,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : 96 230 (+ 1,2 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : 207 340 (+ 0,7 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : 233 950 (+ 1,0 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 23 410
Cat. G : 12 047

• TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,3 % au 1^{er} trimestre 2026
+ 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2025
(France métropolitaine : 7,9 % ; + 0,2 pt)

• EMPLOI SALARIÉ

988 020 au 1^{er} trimestre 2026
- 0,1 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2025

• RECOURS À L'INTÉRIM

31 840 intérimaires au 1^{er} trimestre 2026
- 0,8 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2025

Au premier trimestre 2026

L'emploi salarié (privé et public) est quasi stable dans la région comme au niveau national (-0,1 %), soit 770 emplois en moins par rapport au 4^{ème} trimestre 2025. Le secteur public stabilise ses effectifs (+140 emplois). Hors intérim, la construction (-0,4 %), le commerce (-0,2 %) et les services marchands (-0,2 %) enregistrent les baisses les plus importantes. L'industrie a créé des emplois dans l'agroalimentaire, les industries extractives, de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets mais cela ne compense pas les pertes survenues dans la fabrication de matériel de transports et d'autres sous-secteurs. Le recours à l'activité partielle diminue nettement sauf dans l'agriculture, la construction et le commerce. La demande d'intérim diminue, en particulier dans la construction (-3,7 %) et les services (-1,9 %). Elle progresse légèrement dans l'industrie (+0,4 %). Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA poursuit son augmentation (+2500 en un an), à un rythme supérieur au niveau national (4,3 % contre 1,6 %).

Au deuxième trimestre 2026

Si la consommation effective d'activité partielle diminue, les entreprises de la région anticipent des besoins plus importants dans les mois à venir. Le volume d'heures autorisées augmente par rapport au 1^{er} trimestre 2026, en particulier dans la construction. Le nombre de défaillances d'entreprise diminue pour la première fois après deux trimestres consécutifs de hausse mais le nombre d'emplois menacés reste élevé. Les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs) diminuent. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente de 0,3 % sur le trimestre, à un rythme plus faible qu'au national (+0,8 %). Cette évolution s'explique par la loi pour le plein emploi qui a rendu obligatoire l'inscription des bénéficiaires du RSA, des jeunes en CEJ ou PACEA et des personnes en situation de handicap. Si on exclut ces publics, la demande d'emploi diminue de 0,8 % en catégorie A et - 0,2 % en catégorie ABC.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2026

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	111 110	+0,3	+2,2
Catégories B, C	96 230	+1,2	+1,0
Catégories A, B, C	207 340	+0,7	+1,6
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	166 480	-0,2	-1,0
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	3 112 400	+0,8	+3,4
Catégories B, C	2 407 100	+1,9	+3,4
Catégories A, B, C	5 519 500	+1,3	+3,4
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours*	4 632 600	+0,5	+1,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

* données France entière

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?
Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	13 080	+3,9	+0,2
Catégorie E	13 520	+2,4	+8,3
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	23 410	/	/
Catégorie G	12 047	/	/
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	328 100	0,0	-2,4
Catégorie E	371 800	+0,1	-1,4
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	504 800	/	/
Catégorie G	401 800	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

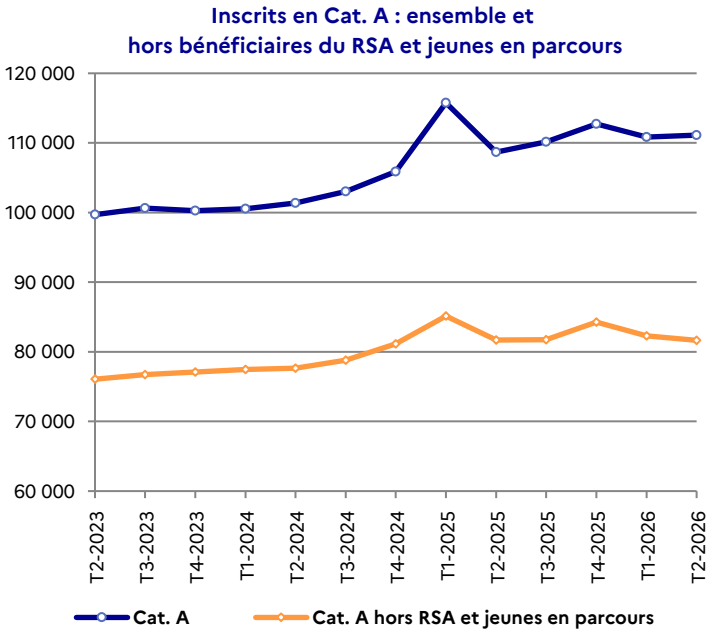
Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégorie A	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	59 220	+1,1	+3,3	+1,1	+4,2
< 25 ans	10 190	+2,3	+5,8	+1,6	+6,4
25 - 49 ans	33 150	+1,0	+3,8	+1,5	+5,4
50 ans ou plus	15 890	+0,7	+0,9	0,0	+0,5
Femmes	51 890	-0,7	+1,0	+0,4	+2,6
< 25 ans	8 370	-0,9	+2,4	+0,6	+5,7
25 - 49 ans	29 650	+0,2	+2,3	+0,9	+3,4
50 ans ou plus	13 870	-2,6	-2,5	-0,8	-0,9
Total	111 110	+0,3	+2,2	+0,8	+3,4
< 25 ans	18 560	+0,8	+4,3	+1,1	+6,1
25 - 49 ans	62 800	+0,6	+3,1	+1,2	+4,4
50 ans ou plus	29 750	-0,9	-0,8	-0,4	-0,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	103 840	+1,4	+2,6	+1,7	+4,3
< 25 ans	16 470	+1,9	+5,7	+1,9	+6,7
25 - 49 ans	60 670	+1,7	+2,8	+2,1	+4,9
50 ans et plus	26 700	+0,5	+0,5	+0,6	+1,7
Femmes	103 500	0,0	+0,7	+0,9	+2,5
< 25 ans	14 310	0,0	+3,4	+1,4	+6,4
25 - 49 ans	59 820	+0,6	+0,9	+1,2	+2,8
50 ans et plus	29 360	-1,2	-1,2	-0,2	-0,1
Total	207 340	+0,7	+1,6	+1,3	+3,4
< 25 ans	30 780	+1,0	+4,6	+1,7	+6,6
25 - 49 ans	120 500	+1,1	+1,9	+1,6	+3,8
50 ans et plus	56 060	-0,4	-0,4	+0,2	+0,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	110 030	0,0	-3,3	+0,3	-1,7
DELD :					
1 à 2 ans	45 490	+0,7	+11,0	+2,1	+14,8
2 à 3 ans	20 330	+3,8	+9,1	+4,3	+7,6
3 ans et plus	31 490	+1,1	+2,9	+1,7	+5,1
Total DELD	97 310	+1,4	+7,9	+2,4	+10,0
Part des DELD	46,9%	+0,3 pt	+2,7 pt	+0,5 pt	+2,8 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	2 970	+2,8	-1,0	-0,9	-5,6
Fin de mission d'intérim	1 170	-3,3	-4,9	-0,4	-4,8
Démission	1 060	+5,0	+3,9	-1,3	-2,5
Rupture conventionnelle	1 130	0,0	-7,4	-2,5	-11,0
Licenc. économique	440	+10,0	+4,8	+4,1	+8,5
Autre licenciement	1 300	+5,7	+6,6	-0,3	+3,8
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	540	-3,6	-12,9	0,0	-14,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 040	+9,7	-2,9	+0,1	-1,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	2 370	-12,9	-19,9	-8,8	-16,5
Autres motifs ⁽⁴⁾	18 370	+6,8	+83,9	+14,9	+113,1
Motif indéterminé	2 170	+5,9	+73,6	+5,3	+78,5
Total	34 570	+4,3	+32,6	+7,3	+42,5

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	2 580	+1,6	+11,7	+0,5	+4,9
Entrée en stage ou formation	1 810	-12,1	-12,6	-10,7	-14,9
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	2 380	+1,3	+28,6	+3,7	+20,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	24 660	+8,2	+42,0	+10,9	+57,6
Radiation administrative	100	+66,7	-92,5	+15,4	-91,5
Autre cas ⁽³⁾	3 660	+6,1	+25,3	-2,6	+33,7
Total	35 200	+5,9	+26,3	+7,1	+35,3

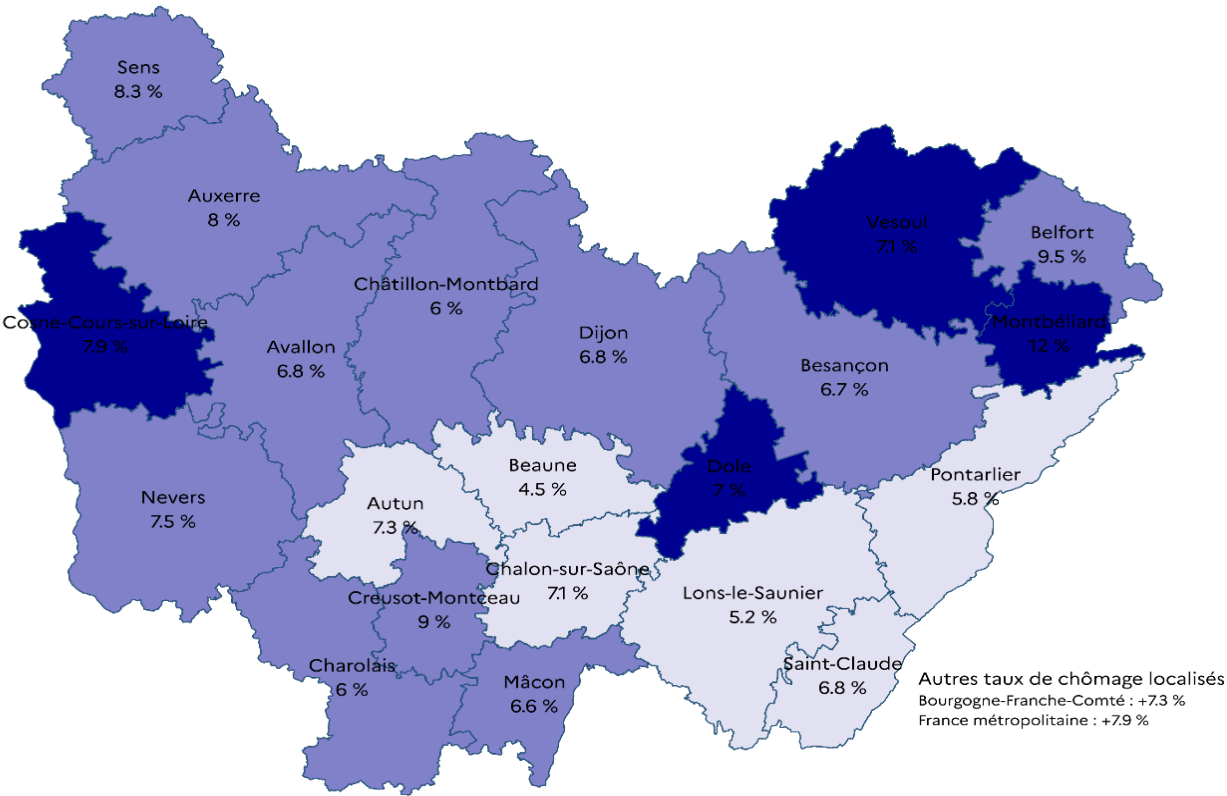
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2026



source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les salariés présents dans les dispositifs

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2026	2026	cumul 25	cumul 2025
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 519	5 963	+19,0	+14,0
dt résidents QPV	347	834	+1,1	n.d.
CEJ*	2 197	4 844	-14,7	+6,8
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC	12	95	-80,8	-75,5
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2026)				
- secteur public	22	22	+69,2	+4,7
- secteur privé	1 386	1 386	-3,6	-3,9

Les données France sont des données France entière

* Données arrêtées à la semaine 26

n.d. : non disponible

s : secret statistique

Moyenne trimestrielle	BFC		France
Données provisoires	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2026	T2 2025	T2 2025
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	162	-81,7	-68,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	11 802	+30,6	+30,9
CEJ*	4 328	-7,7	n.d.
IAE (au 4T 2025)	7 534	-5,8	-5,2
dont ACI	2 951	-6,8	-6,5
dont AI	2 541	-4,1	-6,4
dont EI	1 045	-5,3	-2,8
dont ETTI	997	-7,6	-1,0

nd : non disponible

n.d. : non disponible

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T4 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
IAE	1 906	8 436	-7,9	-6,7
dont ACI	648	2 971	-5,2	-7,6
dont AI	608	2 654	-11,0	-8,5
dont EI	256	1 120	-3,8	-3,9
dont ETTI	394	1 691	-9,9	-4,5

Source : ASP, traitement Dares
IAE : Insertion par l'Activité Economique
ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion
AI : Associations Intermédiaires
EI : Entreprises d'insertion
ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2024, la dépense pour l'emploi en France a été de 193 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 50,2 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29,2 et 11,9 Md d'euros.

Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2024

Les entreprises

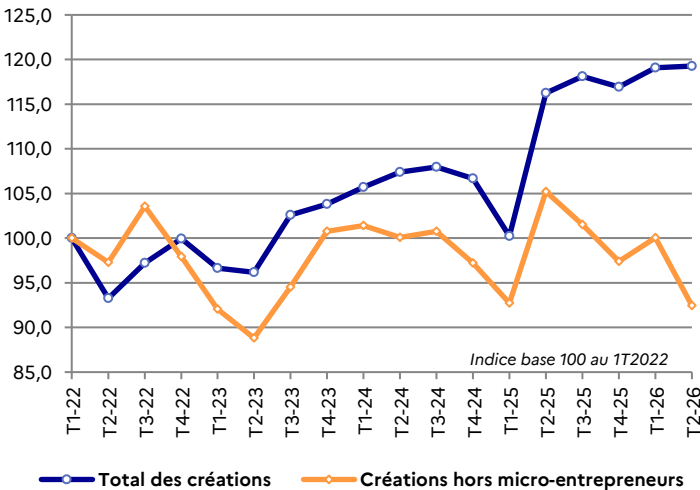
Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T2 2026	Evol./T2 2025 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	9 088	+2,5
dont :		
Entreprises individuelles	890	-20,1
Micro-entrepreneurs	6 405	+10,3
Sociétés	1 793	-8,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 683	-12,4
dont :		
Industrie	286	-39,7
Construction	179	-34,9
Commerce	512	-10,5
Services	1 706	-2,1
Total des créations sur 12 mois glissés	11 455	-0,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

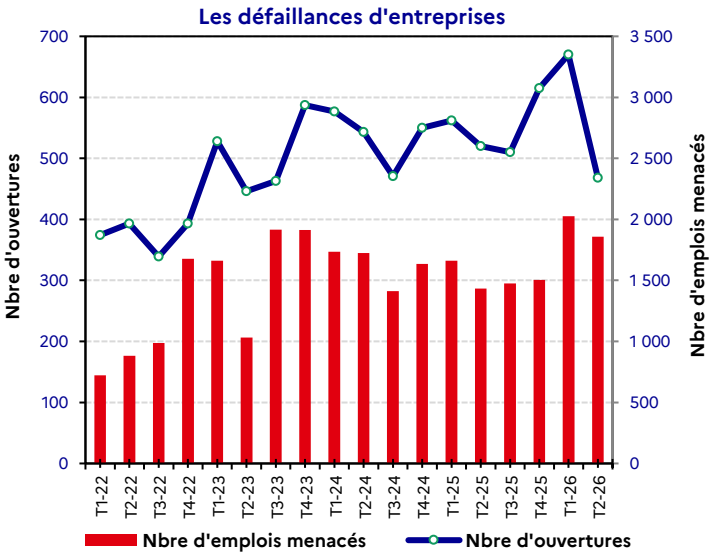
Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures		BFC	
		T2 2026	Evol./T2 2025
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		468	-10,0
dont :	Sauvegardes	13	+62,5
	Redressements judiciaires	156	-14,3
	Liquidations judiciaires directes	299	-9,4
dont :	PME de 50 sal. et plus	4	0,0
Nombre d'emplois menacés		1 857	+29,7
dont :	Agriculture	59	+156,5
	Industrie	609	+278,3
	Construction	229	-5,0
	Commerce	156	-38,8
	Services	804	+7,1
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		2 263	+7,6

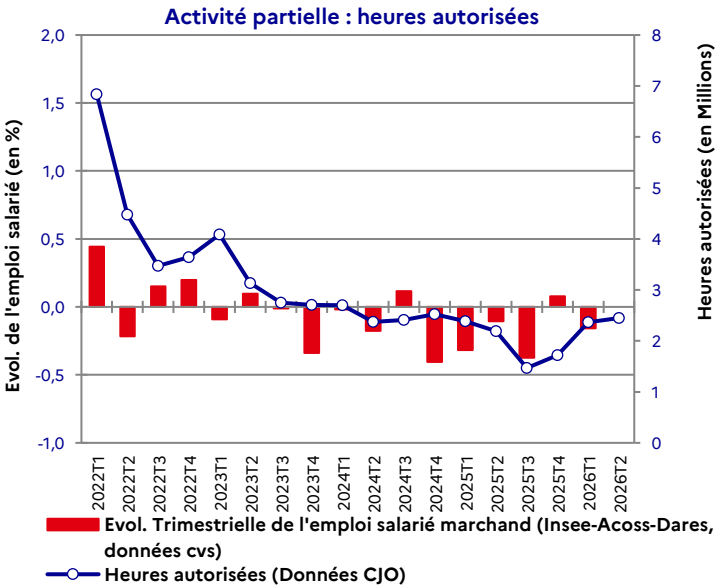
Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE
n.s. : non significatif
s : secret statistique



Activité partielle

Heures autorisées		BFC	
		T1 2026	T2 2026
Nombre de demandes en cours		455	418
Volume d'heures autorisées		2 367 883	2 449 741
dont :	Agriculture	8 257	1 798
	Industrie	2 058 124	2 087 068
	Construction	25 223	48 012
	Commerce	15 249	19 822
	Services	261 030	293 041
Etablissements autorisés		340	330
dont :	étabs de 50 sal. et plus	93	90
Nombre de salariés concernés**		14 705	16 008
Total heures autorisées 12 mois glissés		7 745 859	8 002 363

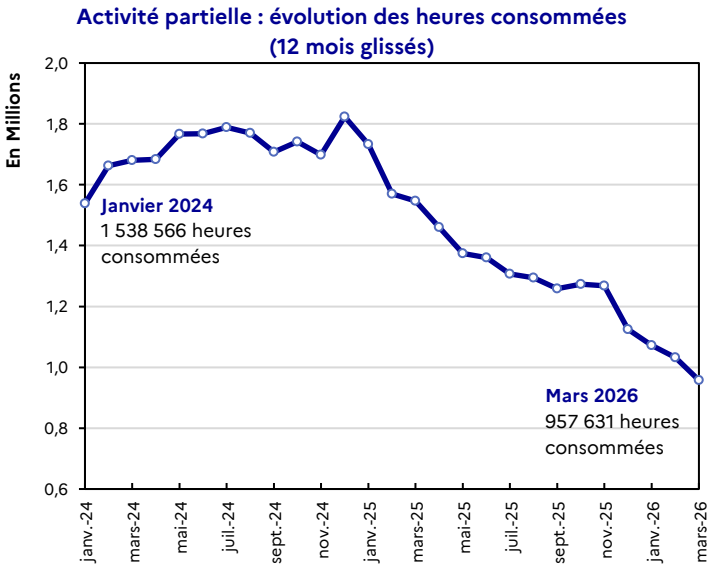
Source : DARES/Dreets BFC
* corrigées des effets des jours ouvrables
** en moyenne sur le trimestre



Heures consommées		BFC	
		T4 2025	T1 2026
Nombre d'heures consommées*		332 011	234 986
dont :	Agriculture	300	1 237
	Industrie	282 480	183 467
	Construction	1 576	4 129
	Commerce	5 176	6 758
	Services	42 478	39 395
Etabs ayant consommé des heures		233	243
dont :	étabs de 50 sal. et plus	61	51
Nombre de salariés concernés**		3 966	3 235
Total heures consommées 12 mois glissés		1 125 086	957 631

Source : DARES/Dreets BFC
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

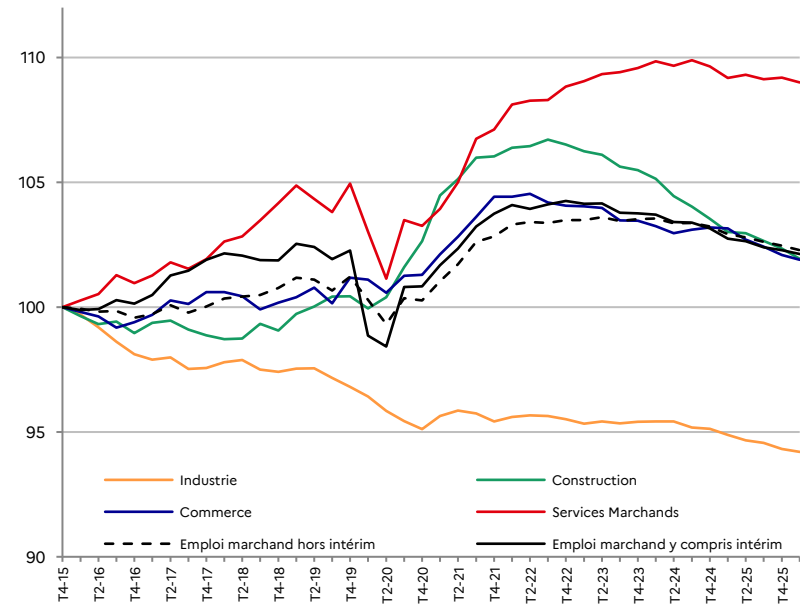
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :
https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 1 ^{er} trimestre 2026 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	20 960	-30	-0,2	+180	+0,9	21 090	-30	-0,1	+160	+0,8
Industrie	165 750	-200	-0,1	-1 190	-0,7	182 150	-60	-0,0	-820	-0,4
Industrie agro-alimentaire	28 720	+90	+0,3	+470	+1,7	31 320	+110	+0,3	+380	+1,2
Industries extractives, énergie, eau, déchets	12 160	+30	+0,3	+150	+1,2	12 740	+10	+0,1	+140	+1,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 740	+10	+0,0	+10	+0,0	25 220	+90	+0,4	+300	+1,2
Matériels de transport	19 300	-120	-0,6	-670	-3,4	22 170	-100	-0,4	-680	-3,0
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	82 820	-210	-0,3	-1 140	-1,4	90 690	-170	-0,2	-970	-1,1
Construction	52 360	-210	-0,4	-550	-1,0	56 130	-360	-0,6	-600	-1,1
Commerce ; réparation auto.	124 260	-230	-0,2	-1 530	-1,2	126 830	-180	-0,1	-1 550	-1,2
Services marchands	240 630	-420	-0,2	-390	-0,2	248 290	-340	-0,1	-660	-0,3
Transports et entreposage	49 490	-160	-0,3	-360	-0,7	52 480	-180	-0,3	-300	-0,6
Hébergement et restauration	37 210	+50	+0,1	+480	+1,3	37 550	+60	+0,2	+520	+1,4
Information et communication	8 700	-110	-1,2	-380	-4,2	8 760	-130	-1,4	-410	-4,5
Services financiers	21 400	+50	+0,2	+40	+0,2	21 480	+50	+0,3	+10	+0,0
Services immobiliers	6 920	-180	-2,6	-130	-1,9	6 980	-180	-2,6	-140	-2,0
Services aux entreprises	75 340	-280	-0,4	-320	-0,4	79 240	-200	-0,3	-640	-0,8
Services aux ménages	41 580	+220	+0,5	+290	+0,7	41 810	+240	+0,6	+310	+0,8
Services non marchands	352 770	+230	+0,1	-460	-0,1	353 540	+210	+0,1	-560	-0,2
Ensemble	956 730	-860	-0,1	-3 940	-0,4	988 020	-770	-0,1	-4 040	-0,4
dont privé						741 580	-900	-0,1	-4 300	-0,6
dont public						246 440	+140	+0,1	+270	+0,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

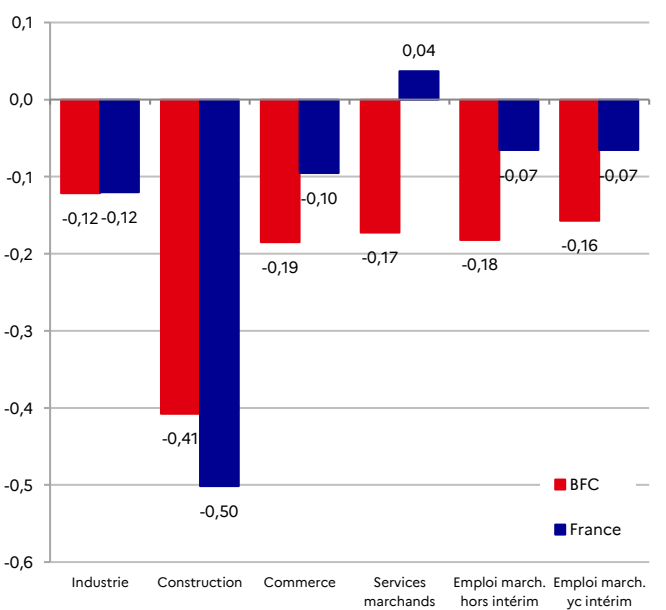
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité de la région
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans la région et au niveau national
(entre le 4^{ème} trim. 2025 et le 1^{er} trim. 2026, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne -Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1 ^{er} trimestre 2026						
Embauches		8 234	3 986	16 209	146 719	175 148
Répartition en %		4,7	2,3	9,3	83,8	100,0
dont en % :	CDD	46,3	41,2	58,2	88,7	82,8
	< 25 ans	28,0	27,3	44,8	22,9	25,2
	25 - 49 ans	53,3	57,2	40,6	50,3	49,7
	50 - 54 ans	7,9	7,0	4,9	8,8	8,4
	55 ans ou plus	10,8	8,5	9,7	17,9	16,6
	Femmes	38,5	10,4	54,9	65,7	62,2
Sorties		8 203	3 960	16 449	145 470	174 082
Répartition en %		4,7	2,3	9,4	83,1	100,0
dont en % :	Fins de CDD	30,8	20,7	53,9	86,0	78,9
	dont CDD < 1 mois	41,5	30,5	65,9	90,8	87,9
	Demissions	23,0	33,3	18,7	5,6	8,3
	Licenciements économiques	3,0	2,0	0,7	0,3	0,5
	Licenc. non économiques	13,6	14,2	7,9	2,6	3,9
	Retraite	10,4	4,4	2,7	0,9	1,6
	Ruptures Conventionnelles	6,9	10,7	4,1	1,1	1,9
	< 25 ans	22,9	24,5	44,5	22,4	24,6
	25 - 49 ans	45,9	55,3	38,5	49,8	48,6
	50 - 54 ans	7,7	7,0	4,5	8,8	8,3
	55 ans ou plus	23,5	13,2	12,6	19,0	18,5
	Femmes	38,4	10,4	56,4	65,9	62,4

Source : Dares, MMO-données brutes

Lecture : Au 1er trimestre 2026 parmi les embauches dans l'industrie 46,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

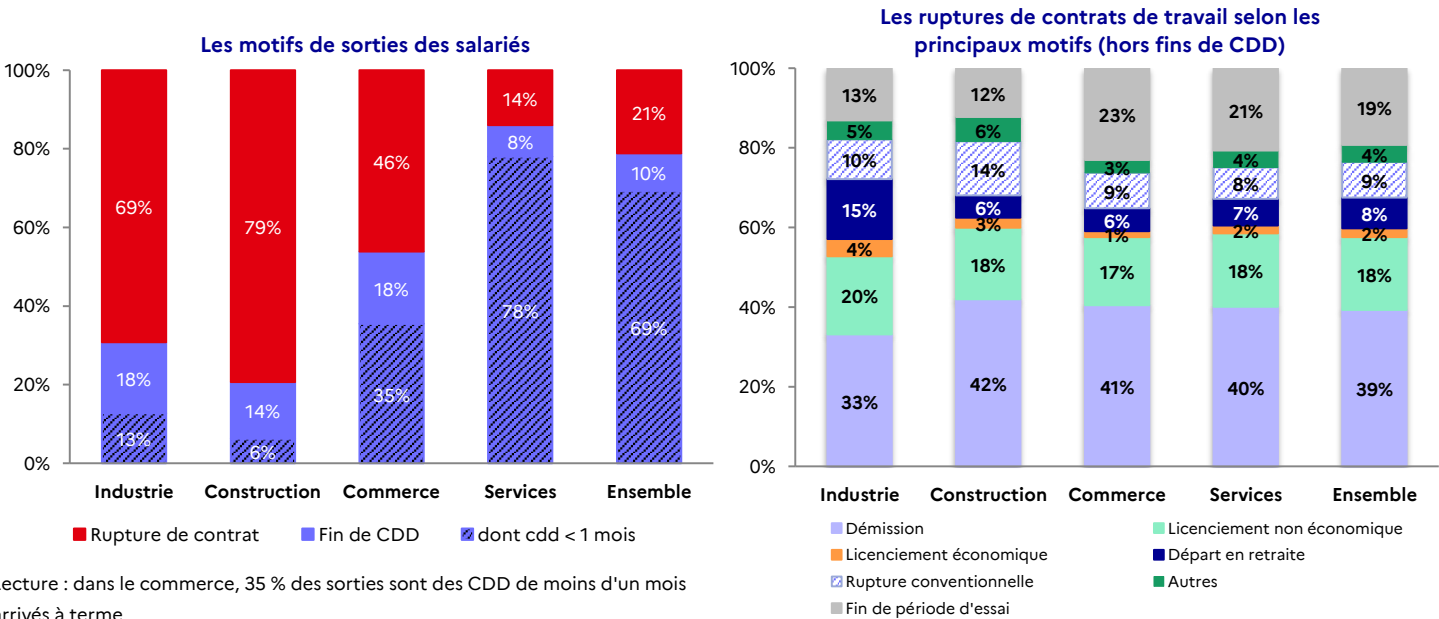
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne -Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2026							
Actifs en emploi (en %)		11,6	56,0	13,7	18,7	52,0	29,1
Embauches		44 212	87 067	14 692	29 131	108 928	27 421
dont en % : CDD		82,1	80,2	84,9	90,8	87,4	86,2
Sorties		42 772	84 663	14 484	32 120	108 713	26 893
dont en % : Fins de CDD		79,1	77,7	82,3	80,2	84,5	84,3
dont CDD < 1 mois		85,6	87,1	90,7	91,5	88,9	87,7
Demissions		8,6	10,3	6,1	3,5	6,2	6,8
Licenciements économiques		0,1	0,5	0,9	0,7	0,3	0,1
Licenc. non économiques		5,1	3,7	3,9	2,8	2,7	3,4
Retraite		0,0	0,0	0,0	8,8	1,2	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,9	2,6	2,2	1,2	1,4	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2023, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,8 % ont signé un CDD.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1 ^{er} trimestre 2026 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	130	+3,9	-13,8	0,6	-0,1	140	0,0	-12,5	2,0	-0,2
Industrie	16 730	+0,4	+2,2	9,2	+0,2	16 280	+0,9	+0,1	2,7	-0,1
Construction	3 930	-3,7	-3,7	7,0	-0,2	3 770	-1,0	-6,5	3,1	-0,1
Commerce	2 670	-0,7	+2,1	2,1	+0,1	2 760	-0,4	+3,0	1,6	+0,1
Services	8 390	-1,9	-5,0	3,4	-0,2	8 560	-4,9	-7,0	1,2	0,0
Ensemble	31 840	-0,8	-0,6	5,0	-0,0	31 510	-1,1	-2,6	2,0	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

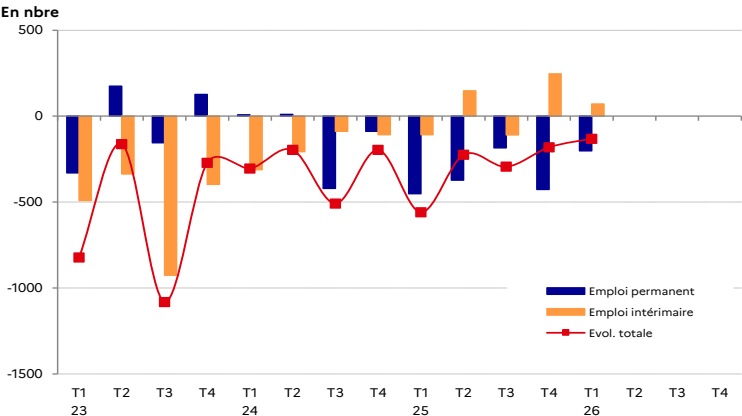
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

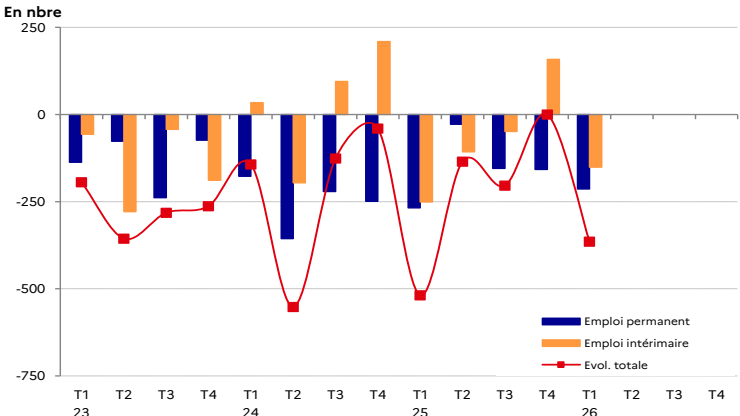
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

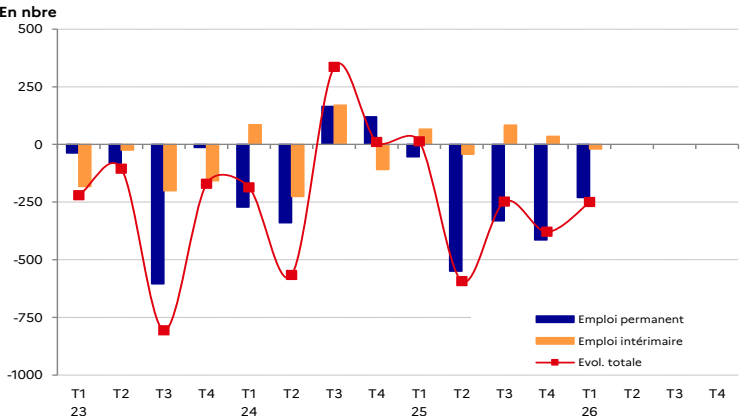
Industrie



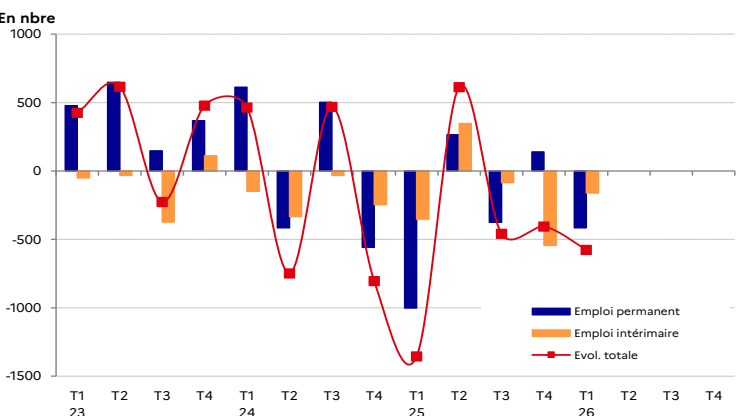
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

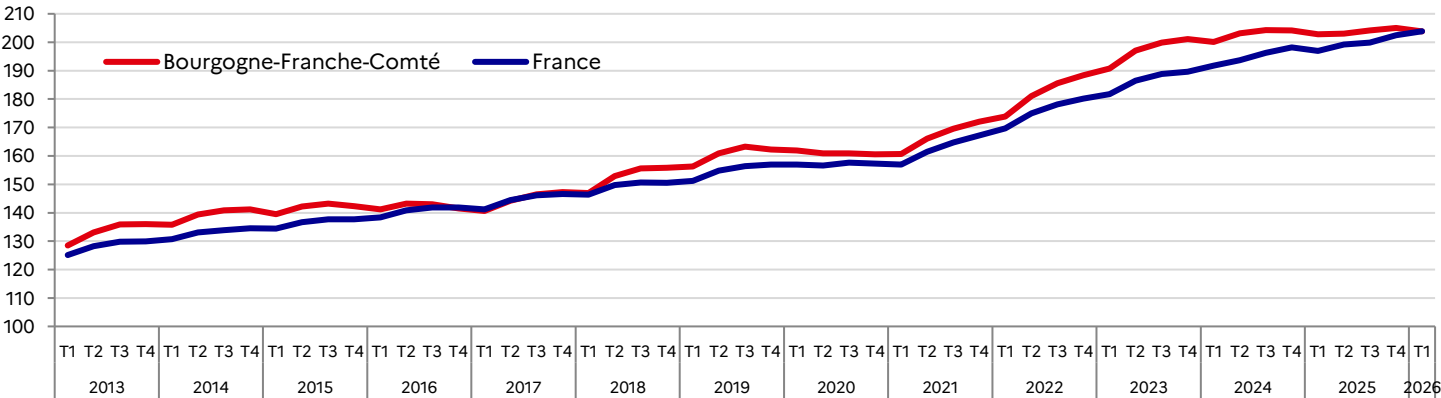
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2026	Actifs de 15 à 64 ans en emploi RP 2023	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	231 594	223 990	22,7	+0,1	-350	-0,2	238	0,5	-2,9	-2	-0,8
Doubs	231 317	196 820	19,9	-0,1	-1 030	-0,5	33 997	70,8	-0,5	+85	+0,3
Jura	107 865	86 730	8,8	-0,3	-810	-0,9	7 876	16,4	-0,4	+46	+0,6
Nièvre	71 626	63 690	6,4	-0,2	-510	-0,8	27	0,1	+3,8	+4	+17,4
Haute-Saône	94 558	67 960	6,9	-0,2	-320	-0,5	821	1,7	+1,1	+29	+3,7
Saône-et-Loire	216 444	191 280	19,4	-0,1	-570	-0,3	256	0,5	+1,6	+16	+6,7
Yonne	128 335	109 670	11,1	+0,2	+100	+0,1	45	0,1	0,0	+8	+21,6
Territoire de Belfort	56 101	47 880	4,8	-0,4	-540	-1,1	4 780	10,0	+0,2	+103	+2,2
BFC	1 137 841	988 020	100,0	-0,1	-4 040	-0,4	48 040	100,0	-0,4	+289	+0,6

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

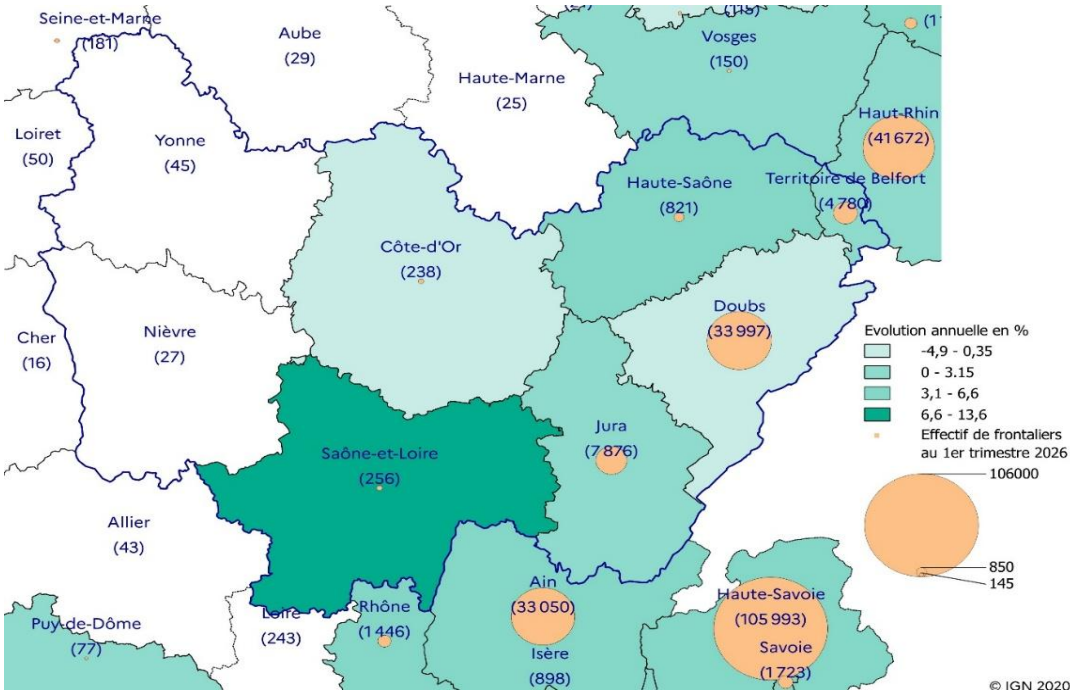
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse augmente de 0,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 997 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2026	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2025)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 713	+5,9	39 997	+0,7	9 167	+0,3	1 657	+14,3
Doubs	13 330	+5,6	34 203	+0,2	10 563	+2,8	1 887	+18,7
Jura	3 753	+4,8	15 467	-3,7	5 587	+1,7	690	+23,9
Nièvre	5 850	+1,7	13 903	-1,0	6 573	+0,7	827	+14,4
Haute-Saône	4 147	+4,1	15 253	-1,4	6 140	+2,5	917	+9,6
Saône-et-Loire	9 650	+2,1	37 240	-1,7	13 007	+2,0	1 813	+9,7
Yonne	9 007	+3,6	24 020	+1,7	7 440	-3,0	1 277	+11,3
Territoire de Belfort	4 403	+6,0	9 667	-1,5	2 927	+4,5	687	+7,8
BFC	60 853	+4,3	189 750	-0,5	61 404	+1,2	9 755	+13,5

* Moyenne trimestrielle.

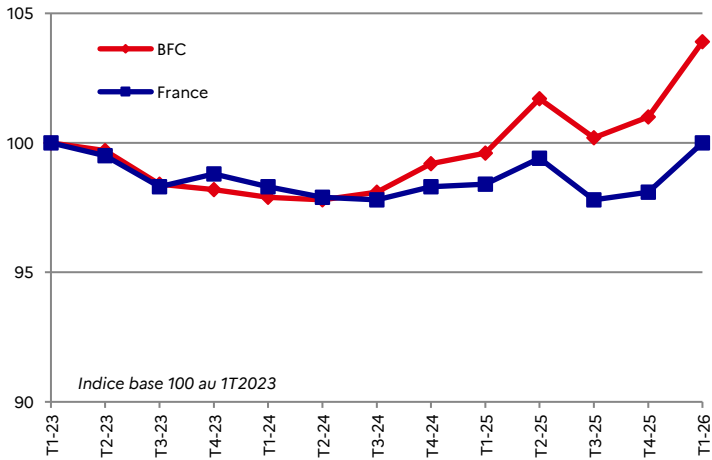
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

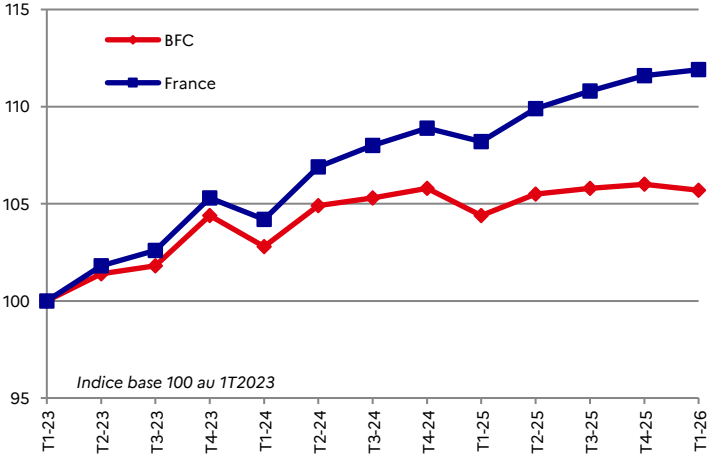
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

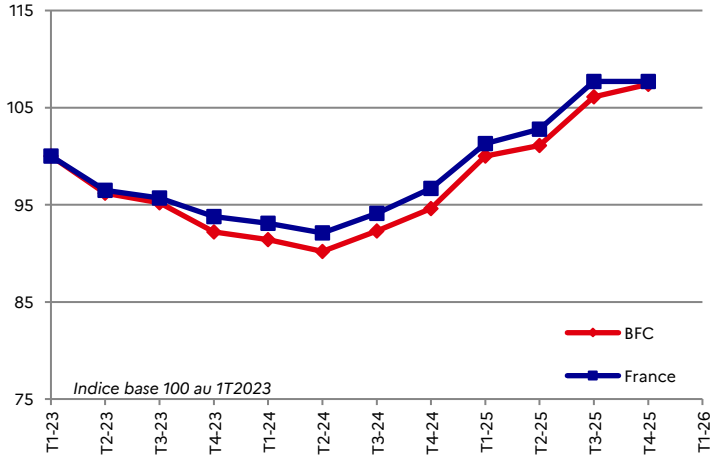
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



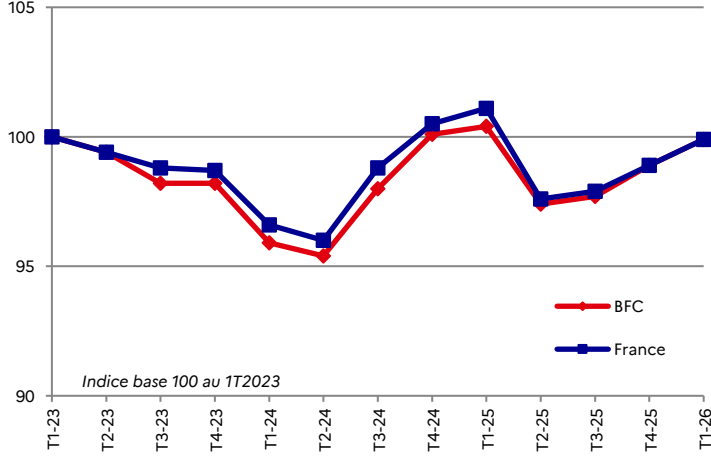
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 2 ^{ème} Trim. 26	19 640	24 800	8 600	6 900	8 920	20 720	14 130	7 410	111 110
Variation (en %) sur 1 Trim.	+0,8	+0,1	-1,6	-0,7	+1,9	-0,9	+2,5	-0,1	+0,3
Variation (en %) sur 1 an	+3,0	+2,3	+0,6	-2,3	+3,1	+0,5	+8,3	-0,7	+2,2
Hommes	10 300	13 500	4 650	3 720	4 800	10 620	7 600	4 030	59 220
Femmes	9 350	11 300	3 950	3 180	4 110	10 090	6 530	3 370	51 890
<25 ans	3 340	4 010	1 530	1 210	1 540	3 380	2 340	1 210	18 560
25-49 ans	11 310	14 670	4 720	3 810	4 810	11 390	7 850	4 240	62 800
>50 ans	4 990	6 120	2 350	1 890	2 570	5 950	3 930	1 950	29 750
DELD (Cat. A, B, C)	17 840	20 350	7 460	5 900	7 920	19 790	12 120	5 940	97 310
Taux de chômage 1 ^{er} Trim. 26	6,4	7,9	5,9	7,3	7,3	7,1	7,9	9,8	7,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 2 ^{ème} Trim. 26									
Nbre ouvertures procédures	107	65	40	38	21	116	63	18	468
Evolution annuelle (en %)	-6,1	-31,6	-20,0	+26,7	-22,2	+6,4	-7,4	-33,3	-10,0
Trav. Temporaire 1 ^{er} Trim. 26									
Effectifs	5 730	6 940	2 960	1 630	3 060	6 140	4 180	1 210	31 840
Evol./trim. précédent (en %)	-0,3	+2,7	-2,2	+2,7	+0,6	-7,0	+0,6	+2,4	-0,8
Activité Partielle 1 ^{er} Trim. 26									
Nbre d'heures consommées	25 055	87 203	26 100	16 049	7 917	53 133	14 464	5 066	234 987
Evol./trim. précédent (en nbre)	-13 859	-68 897	+4 534	-20 192	-7 990	+16 302	-945	-5 980	-97 027

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 2 ^{ème} Trim. 26	s	s	10	s	s	s	s	s	12
Cumul 2026	9	12	25	9	s	s	8	s	95
PACEA 2 ^{ème} Trim. 26	438	470	150	197	306	569	232	157	2 519
Cumul 2026	1 094	1 069	334	426	681	1 405	608	346	5 963
IAE 4 ^{ème} Trim. 25	273	382	254	156	108	385	270	78	1 906
Cumul 2025	1 153	1 745	942	714	565	1 626	1 268	423	8 436
Apprentissage 1 ^{er} Trim. 26	347	288	118	95	107	234	170	49	1 408
Cumul 2026	347	288	118	95	107	234	170	49	1 408

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-SIA - Tous secteurs au lieu de l'établissement employeur

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

1 ^{er} Trim. 2026	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	6 770	1 830	1 960	1 310	1 360	4 240	3 380	120	20 960
Evol./trim. Précédent	-1,3	-0,4	+0,4	-1,0	+0,0	+0,7	+1,1	+2,1	-0,2
Industrie :									
Effectif	27 110	37 440	18 850	8 320	15 030	34 810	17 310	6 880	165 750
Evol./trim. Précédent	-0,1	-0,6	-0,2	-0,3	-0,2	+0,3	+0,2	+0,0	-0,1
Construction :									
Effectif	12 470	9 460	5 300	3 080	3 290	11 070	5 720	1 980	52 360
Evol./trim. Précédent	-0,6	-0,7	-1,4	-1,0	-1,9	+0,2	+1,8	-1,6	-0,4
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	177 650	148 090	60 610	50 990	48 290	141 160	83 270	38 900	748 950
Evol./trim. Précédent	+0,2	+0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	+0,0	-0,5	-0,0
Total :									
Effectif	223 990	196 820	86 730	63 690	67 960	191 280	109 670	47 880	988 020
Evol./trim. Précédent	+0,1	-0,1	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	+0,2	-0,4	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS